

Séquence 8

Les totalitarismes

Sommaire

Introduction

1. La Genèse des totalitarismes
2. Les totalitarismes : points communs et spécificités
3. La fin des totalitarismes

Introduction

Le XX^e siècle est, selon l'historien britannique Eric Hobsbawm le « Siècle des extrêmes » : c'est indéniablement le siècle des totalitarismes. En effet, les totalitarismes sont tous nés au XX^e siècle, et plus précisément après la Première Guerre mondiale, dans l'Entre-deux-guerres. C'est aussi une expérience européenne.

Le mot « totalitarisme » est lui-même né en Italie : ce terme s'applique à des dictatures d'un type particulier, que nous allons essayer de définir précisément.

Trois régimes sont englobés dans ce terme :

- le fascisme en Italie,
- le stalinisme en URSS,
- le nazisme en Allemagne.

L'analyse de ces régimes relève de la philosophie politique : on peut notamment citer l'étude d'Hannah Arendt, *Les Origines du totalitarisme*, publié en France en 1961 ; cette étude se fonde surtout sur le nazisme, régime/archétype du totalitarisme.

Les historiens ont eux aussi cherché à appréhender ces régimes dans leurs travaux. Les études historiques qui leur sont consacrées soulèvent un certain nombre de questions qui vont nous servir dans notre étude.

Problématique

Comment définir ces régimes ? Quels en sont les points communs mais aussi les différences ? Pourquoi les démocraties libérales ont-elles semblé impuissantes à enrayer la montée des totalitarismes ? Comment s'opère la destruction des totalitarismes ?

Plan : traitement de la problématique	Notions clés	Repères
<p>1. La genèse des totalitarismes</p> <p>A. Le rôle déterminant de la Première Guerre mondiale</p> <p>B. La violence comme moyen d'accéder au pouvoir</p> <p>C. La transformation de l'État de l'intérieur</p>	<p>Totalitarisme</p> <p>Brutalisation</p> <p>État terroriste</p>	<p>Étude de documents : l'arrivée des Nazis au pouvoir en Allemagne</p>
<p>2. Les totalitarismes : points communs et spécificités</p> <p>A. Les critères de définition des totalitarismes</p> <p>B. Terreur de masse et propagande</p> <p>C. La volonté de forger un homme nouveau</p> <p>D. Quelles spécificités pour les régimes totalitaires?</p> <p>E. Les démocraties libérales, impuissantes face aux totalitarismes ?</p> <p>Des totalitarismes agressifs : l'Italie et l'Allemagne</p>		<p>Étude d'une analyse de la nature des totalitarismes par un historien, Kristof Pomian</p> <p>Analyse d'une affiche de propagande stalinienne : la collectivisation</p> <p>Analyse d'un tableau de propagande : Benito Mussolini par Alfredo Ambrosi</p>
<p>3. La fin des totalitarismes</p> <p>A. La dénazification de l'Allemagne</p> <p>1. La dénazification, objectif fixé par les vainqueurs de la Seconde Guerre mondiale</p> <p>2. Juger et punir : le procès de Nuremberg</p> <p>3. Réalités et limites de la dénazification</p> <p>B. La fin progressive du totalitarisme en URSS</p> <p>1. La déstalinisation et ses limites</p> <p>2. De l'arrivée au pouvoir de Gorbatchev à la disparition de l'URSS</p>	<p>Conférence de Potsdam</p> <p>Crime contre l'humanité</p> <p>Déstalinisation</p> <p>Perestroïka</p>	<p>Étude de documents :</p> <p>Communiqué final de la Conférence de Potsdam</p> <p>Editorial du quotidien français Le Figaro, « Le Jugement », 2 octobre 1946</p> <p>Extrait du rapport secret de Khrouchtchev au XX^e congrès du P.C.U.S, février 1956</p>

1

La Genèse des totalitarismes

A

Le rôle déterminant de la Première Guerre mondiale

Ce conflit a joué un rôle décisif dans l'évolution politique de l'Europe en provoquant une onde de choc dont les effets les plus marquants ont été :

- L'expérience collective de la violence de masse qui a donné lieu à ce que George Mosse appelle la « *brutalisation* des esprits ».
- La crise des sociétés et des économies européennes au lendemain de la guerre avec les difficultés du retour à la vie civile, l'appauvrissement des pays européens, l'instabilité sociale et politique.
- Les bouleversements géopolitiques d'une Europe redécoupée par les différents traités de paix avec la fin des grands empires multinationaux (Empire Austro-Hongrois, Empire Ottoman) et la naissance de nouveaux États (Finlande, Pologne, Hongrie ...)

Mais trois États vont être à la source des totalitarismes. Quelles en sont les raisons ?

► **Russie** : ce pays n'attend pas la fin du conflit pour connaître d'importants bouleversements politiques.

1^{re} révolution en février 1917, d'inspiration libérale, a entraîné chute régime tsariste. Mais la décision de poursuivre la guerre se révèle fatale au nouveau régime. Elle débouche sur une Seconde Révolution menée par les Bolcheviks en octobre 1917 dont le mot d'ordre est « Paix, terre aux paysans, pouvoir aux Soviets ». L'insurrection est bien préparée, notamment par Trotski et permet la prise de pouvoir par Lénine.

► **Italie** : alors que ce pays se situe dans le camp des vainqueurs en 1918, l'Italie se retrouve dans une situation très difficile. Les traités de paix ne lui permettent pas d'obtenir la totalité des territoires qu'elle convoitait sur l'Empire austro-hongrois, le thème de la « victoire mutilée » se développe dans les partis d'extrême-droite.

Document 1 Les terres irrédentes italiennes et les crises sociales de l'après-guerre



Parmi ces partis, on note la montée du mouvement fondé par Benito Mussolini en mars 1919 : « les faisceaux italiens de combat », rassemblant des nationalistes, des anarchistes et surtout des anciens combattants.

► **Allemagne :** ce pays est profondément marqué par le traumatisme de la défaite ; le Traité de Versailles y est reçu comme un diktat imposé par les vainqueurs. Issu de la chute de l'Empire, le régime démocratique de la République de Weimar est à la fois contesté par l'extrême-gauche révolutionnaire qui souhaite s'inspirer du modèle soviétique et par les nationalistes d'extrême-droite.

B

La violence comme moyen d'accès au pouvoir

La violence est revendiquée comme moyen d'accès au pouvoir par les totalitarismes, qui rejettent les principes érigés par les démocraties libérales. Cette violence prend néanmoins une forme et une importance différente selon les différents régimes :

① En Russie, c'est la Révolution puis le « communisme de guerre » qui permettent aux Bolchéviques de prendre puis de garder le pouvoir. À la prise de pouvoir par la force succède donc une guerre civile menée contre les « Blancs », adversaires de la Révolution, soutenus par la France et la Grande-Bretagne. La victoire des partisans de Lénine est due à une militarisation à marche forcée, l'Armée Rouge est organisée par Trotsky.

Après les défaites de la plupart des armées blanches en 1919 et la mort de Koltchak, exécuté par les Bolcheviks en février 1920, les Bolcheviks sont finalement vainqueurs. Les épreuves de la Première Guerre mondiale, la guerre civile, ont fait de la Russie un vaste champ de ruines.

② La naissance de la révolution bolchévique va devenir un contre modèle pour les mouvements d'extrême-droite européens. Elle va susciter un climat de peur en Europe et développer un fort anticommunisme des bourgeoisies européennes. Cette peur va justifier la violence des milices fascistes ou « chemises noires » contre les syndicalistes et les militants communistes en Italie par exemple.

La prise de pouvoir se fait par un coup de force violent dans le cas du fascisme. Mussolini fonde le PNF, parti National fasciste. Il est élu député en 1921 (35 députés fascistes), organise la « Marche sur Rome ».

Document 2 *La marche sur Rome (28 octobre 1922)*



© akg-images.

On peut distinguer au premier rang les principaux chefs fascistes : de gauche à droite Michele Bianchi, Italo Balbo, Benito Mussolini (au centre, en costume civil), Cesare Maria de Vecchi, Emilio de Bono. À l'arrière-plan, on voit les chemise noires formant la troupe fasciste

La marche sur Rome est en fait une manœuvre d'intimidation, ne faisant pas directement usage de la violence. Cette manœuvre réussit : Mussolini est nommé Président du Conseil par le roi Victor-Emmanuel III le 30 octobre 1922. L'arrivée au pouvoir des fascistes se fait dans un climat de grande violence. La prise de pouvoir de Mussolini maintient une forme légale de gouvernement qui dissimule en réalité l'utilisation de la violence, les intimidations, les manipulations. Mussolini vient d'opérer une transformation dans la nature même du régime de la monarchie parlementaire italienne. **En avril 1924**, les élections législatives se déroulent dans ce climat de violence et d'intimidation : les fascistes remportent la majorité à l'assemblée.

Mais le député socialiste **Matteotti** dénonce publiquement leurs méthodes : il est assassiné **en juin 1924**. Cet événement annonce le durcissement du régime.

- ③ En Allemagne, la tentative de prendre le pouvoir par la force échoue dans un premier temps :

Document 3 *Enfants devant des piles de marks.*



© IAM/akg/World History Archive.

En **1919**, Hitler appartient à un mouvement nationaliste qu'il transforme en parti : le **NSDAP, Parti National Socialistes des Travailleurs Allemands, dit « parti nazi »**. Il exploite aussi le désarroi de la population allemande après la signature du diktat ; le pays est aussi touché par une forte inflation

Le dollar que tient le garçon représente l'équivalent de tous les marks amassés dans les trois piles de billets.

- Le NSDAP possède un **emblème** : le drapeau avec la **croix gammée** noire (la svastika : symbole que l'on retrouve dans de nombreuses civilisations et aussi dans la religion hindouiste comme symbole de bonheur ou de prospérité).

- ▶ Le parti possède aussi **2 milices** :
 - Les **SA (Sturm Abteilung : sections d'assaut)** créée en 1921, elles constituent le service d'ordre du parti ; elles sont chargées de contrôler la rue et de terroriser les adversaires pol ; elles sont commandées par **Röhm**.
 - Les **SS (Schutz Staffel : échelon de protection)** créées en 1925, elles constituent la garde personnelle de Hitler et des membres du parti. Elles deviennent la police militarisée du parti puis de l'État ; elles sont dirigées par **Himmler**.

En **1923**, le NSDAP regroupe 50000 adhérents ; Hitler tente en 1923 un coup d'État : c'est le **putsch de Munich**, qui échoue car l'armée refuse de suivre les séditeurs et reste loyale au régime. Hitler est arrêté et condamné à 9 mois de prison. Il y rédige son livre-programme **Mein Kampf**.

Dans ce livre, **Hitler y exprime les quelques idées qui serviront de base à l'application de son programme politique et militaire futur : sa croyance fondamentale dans l'inégalité des races, son antisémitisme obsessionnel, sa volonté de revanche militaire sur les français...**



La transformation de l'État de l'intérieur

1. En Italie : après l'affaire Matteotti, c'est la mise en place assumée d'une dictature organisée par les lois fascistes, le 3 janvier 1925. Ces lois mettent en place la censure de la presse et de l'édition, un tribunal d'exception, une police secrète, la suppression des autres partis politiques et des syndicats, l'arrestation des opposants politiques.

Dès 1926, le régime crée une police politique, l'O.V.R.A. (l'« Organizzazione di Vigilanza e Repressione dell'Antifascismo » c'est-à-dire l'Organisation de vigilance et de répression de l'antifascisme) qui traque les opposants aux quatre coins de l'Italie. Une fois arrêtés, ceux-ci sont déférés devant des tribunaux spéciaux qui condamnent à mort, ou au bagne.

Désormais, le parlement compte peu. Mussolini s'appuie sur le P.N.F. (3 millions de membres) et sa milice, les chemises noires. Le P.N.F. élit un Grand conseil fasciste qui est le véritable organe de gouvernement avec lequel Mussolini dirige le pays.

2. En URSS : la maladie puis la mort de Lénine en janvier 1924 permettent à Staline de conquérir le pouvoir. Il est le nouvel homme fort du régime et impose sa vision du socialisme. Il parvient à écarter ses principaux rivaux, notamment Trotsky, forcé à l'exil en 1929. Staline

impose alors le « grand tournant » avec la collectivisation forcée des terres, mise en place des kolkhozes et des sovkhozes et la planification de l'économie. Le 1er plan quinquennal (1928-1932) privilégie l'industrie lourde, l'énergie, les transports.

3. En Allemagne : la République de Weimar a réussi à se stabiliser dans la seconde moitié des années 1920, dans un contexte de prospérité économique encouragée par l'intensité des investissements américains en Allemagne.

Mais touchée de plein fouet par crise de 1929 : les investisseurs américains rapatrient leurs capitaux en toute urgence. L'Allemagne est le pays européen le plus brutalement touché et cette crise économique a des conséquences sociales dramatiques. L'Allemagne compte plus de 6 millions de chômeurs en 1932, voués à la misère, car il n'existe pas de système de prise en charge financière des chômeurs.

La crise économique a ainsi pour conséquence politique la montée des extrêmes politiques : communisme à l'extrême-gauche, nazisme à l'extrême-droite. Hitler bénéficie du soutien du grand patronat, effrayé par montée du communisme. Le parti nazi obtient plus de 37% des voix aux élections de 1932. Les autres partis ne parviennent pas à s'entendre pour lui faire barrage. Hitler est nommé chancelier le 30 janvier 1933 par le président Hindenburg.

La transformation du régime en dictature est alors extrêmement rapide : une date marquante de cette transformation est l'incendie du Reichstag lors de la nuit du 27 février 1933 par les nazis. Attribué aux communistes, cet incendie accentue la répression contre les communistes, les syndicalistes, les sociaux-démocrates. Les libertés sont suspendues, les partis politiques et les syndicats supprimés, les opposants arrêtés voire assassinés.

Hitler veut aussi éliminer les SA, car ils deviennent trop gênants ; certains réclamaient des postes dans l'appareil d'État, alors que Hitler veut s'entourer d'hommes compétents. Le 30 juin 1934, au cours de la « nuit des longs couteaux », les chefs SA sont assassinés. La SS occupe alors un rôle central.

Le 2 août 1934, après la mort de Hindenburg, Hitler cumule les fonctions de Chancelier et de chef de l'État.

■ Étude d'un ensemble documentaire

Document 4 *La progression électorale du N.S.D.A.P. aux élections législatives*

Élections législatives	Mai 1924	Décembre 1924	Mai 1928	Septembre 1930	Juillet 1932	Novembre 1932
Résultats en %	6,6	3	2,6	18,3	37,4	33,1

Document 5 *Vote nazi et catégories socio-professionnelles en 1933*

Catégories socio-professionnelles	% des électeurs nazis	% dans la population	% des électeurs du parti nazi selon l'âge	
Ouvriers	32,5	45,9	18-20 ans	2 %
Employés	20,6	12,4	21-30 ans	40 %
Indépendantes	17,3	9,6	31- 40 ans	28 %
Fonctionnaires	6,5	4,8	41-50 ans	17 %
Paysans	12,5	20,7	51-60 ans	9 %
divers	10,6	6,6	Plus de 60 ans	4 %
total	100%	100%		100%

Document 6 *La misère ouvrière au début des années 1930*



« La femme essayait de nous expliquer comment elle parvenait à tenir son ménage composé de son mari, leurs cinq enfants et elle-même avec l'allocation chômage de son mari. (...) Tout en parlant, elle préparait une boisson qui devrait être du café.

(...) « Et comment nourrissez-vous sept personnes avec 8,20 marks par semaine ? »

– « du pain et des pommes de terre, surtout du pain. Le jour où nous recevons l'argent, nous achetons de la saucisse. L'homme doit avoir tout de même une fois par semaine de la viande. En contrepartie, nous nous serrons la ceinture les deux derniers jours de la semaine, surtout Max (c'est-à-dire le père de famille).

Hubert Renfro Knickerbocker, *Deutschland so oder so ?*, Berlin, 1932.

Document 7 *Les moyens de conquérir le pouvoir*



« La faculté d'assimilation de la grande masse n'est que très restreinte, son entendement petit, par contre son manque de mémoire est grand. Donc, toute propagande efficace doit se limiter à des points forts peu

nombreux et les faire valoir par des formules stéréotypées aussi longtemps qu'il le faudra pour que le dernier des auditeurs soit à même de saisir l'idée.

La grande masse d'un peuple ne se compose ni de professeurs, ni de diplomates. Elle est peu accessible aux idées abstraites. Par contre, on l'empoignera plus facilement dans le domaine des sentiments. Qui-conque veut gagner la masse doit connaître la clef qui ouvre la porte de son cœur. Ici, l'objectivité est de la faiblesse, la volonté est de la force. »

Adolf Hitler, *Mein Kampf*, 1925.

Document 8 Une famille allemande au temps du nazisme



« Mes parents étaient d'une manière touchante « apolitiques » comme tous les habitants d'Eichkamp (c'est un lotissement pavillonnaire de la banlieue de Berlin) : au vrai, durant les douze années sous Hitler, je n'y ai jamais rencontré un seul véritable nazi. Il n'y avait là que de braves familles bourgeoises travailleuses, un peu limitées, un peu bornées, des petits-bourgeois qui sentaient encore dans leur dos les affres de la guerre et les angoisses du temps de l'inflation : maintenant, on voulait « la paix ». On était venu s'installer à Eichkamp au début des années 1920 parce que c'était un nouvel îlot de verdure. Ici, il y avait encore des pins dans le jardin. Le lac de Teufelsee n'était qu'à un quart d'heure, les enfants pouvaient s'y baigner. On voulait cultiver soi-même ses légumes dans son propre jardin, pendant le week-end on arrosait son gazon avec satisfaction, ça sentait presque la campagne. À la même époque, en ville, c'étaient les folles années 1920, on dansait le charleston (danse très rythmée venue des États-Unis) (...). Les journaux parlaient de combats de rues dans le Wedding (quartier ouvrier du centre de Berlin, bastion du K.P.D. sous la république de Weimar) et de barricades devant la maison des Syndicats. C'était bien loin de nous, comme à des siècles de distance, de détestables et incompréhensibles cas de désordre. À Eichkamp, j'ai appris très tôt qu'un bon Allemand est toujours apolitique. »

Horst Krüger, *Un bon Allemand*, © Actes Sud, 1988.

Questions



- 1 Quelle est la situation de la classe ouvrière dans l'Allemagne du début des années 1930 ? Dans le document 26, que signifie la phrase « Tout en parlant, elle préparait une boisson qui devrait être du café » ?
- 2 Comment évoluent les résultats électoraux du parti nazi ? Comment expliquez-vous ces variations ?
- 3 Quelles sont les catégories qui votent en priorité pour le N.S.D.A.P. ? Que pouvez-vous observer ?
- 4 Quels sont, selon Hitler, les moyens de conquérir les masses ? Que pensez-vous de ces arguments ?

- 5 Quelles sont les caractéristiques de la famille d'Horst Krüger ? En quoi celle-ci peut-elle être représentative de cette partie de la population allemande qui accepta l'arrivée au pouvoir d'Hitler ?

Réponses



- 1 La situation de la classe ouvrière décrite par le journaliste américain d'origine allemande Hubert Knickerbocker est particulièrement dure. **Les ouvriers allemands souffrent alors cruellement de la faim.** La boisson que prépare la mère de famille devant le journaliste, et qui devrait être du café, s'apparente sans doute à un vague bouillon teinté de café, car ce produit est désormais devenu un luxe pour de très nombreuses familles allemandes. Le père de famille mange de la viande une fois par semaine mais en contrepartie, ses repas de fin de semaine se limitent sans doute à quelques rares morceaux de pain.

- 2 Au début des années 1920, le parti nazi n'est guère qu'un groupuscule. En 1924, il parvient à obtenir 6 % des voix, sans doute dans la foulée du procès de son chef après le **putsch** manqué de 1923. Il décroît ensuite régulièrement jusqu'à tomber à moins de 3 % en 1928. L'année 1928, après les drames de la fin de la guerre et l'**hyperinflation** de 1923 apparaît comme une sorte d'apogée de la République. Mais dès 1930, le N.S.D.A.P. passe à 18 %. La corrélation entre les succès électoraux des nazis et les effets de la crise de 1929, en particulier l'explosion du chômage est particulièrement visible. La crise sociale économique et sociale allemande atteint son sommet en 1932, c'est également aux élections de juillet 1932 que le N.S.D.A.P. atteint son apogée électoral. De manière assez paradoxale, cette progression irrésistible s'arrête à la fin de l'année 1932.

La reprise économique qui se fait sentir dans l'économie dès la fin 1932 et se confirme début 1933 - elle n'est donc pas imputable à la politique des nazis - peut laisser supposer que, par une curieuse ironie de l'histoire, si le Président de la République, Hindenburg, n'avait pas appelé Hitler au poste de chancelier en janvier 1933, l'influence des nazis aurait vraisemblablement décliné dans la deuxième moitié des années 1930. On ne peut, en effet retenir les résultats des élections législatives de mars 1933 (43,9 % pour le N.S.D.A.P.) comme significatifs puisque, déjà à ce moment, la plupart des partis d'opposition dont le **K.P.D.** ont été interdits et la dictature nazie a étendu sa main mise sur le pays.

- 3 Outre les chômeurs, qui représentaient plus de 30 % de son électorat dès 1930, le parti nazi est essentiellement un parti qui recrute chez les jeunes adultes et dans des milieux populaires. Contrairement à une vision préconçue qui voudrait que ces milieux votent systématiquement à gauche, les ouvriers constituent le groupe le plus important parmi les électeurs du N.S.D.A.P., suivis par les employés. Ces catégories populaires ont été les premières victimes de la crise et se sont, pour cette raison largement détournées des partis traditionnels

de droite ou de gauche. À l'inverse, des catégories souvent perçues comme conservatrices, comme les paysans ou les personnes âgées votent peu pour les nazis, préférant en général porter leurs suffrages sur les partis traditionnels, souvent plus ou moins monarchistes.

- 4 Après l'échec du coup d'État de 1923, Hitler se résout à conquérir le pouvoir par des voies légales. Dès 1924, il explique dans *Mein Kampf* ce qui seront pour lui les éléments d'une propagande réussie. Il considère que les masses populaires sont composées d'individus bornés. Nul besoin de tenter de les convaincre par de grands discours abstraits. Les masses sont selon lui parfaitement opaques aux grandes démonstrations rationnelles. Les masses sont au contraire fondamentalement irrationnelles et ce qu'il faut toucher, ce n'est pas leur esprit mais leur cœur, l'émotion. Il faut trouver quelques idées simples, sans cesse répétées jusqu'à ce qu'elles pénètrent tous les cerveaux.
- 5 Dans un livre intitulé *Un bon Allemand*, l'écrivain allemand Horst Krüger revient sur sa jeunesse, dans un lotissement pavillonnaire de la banlieue de Berlin. Dans cette banlieue résidentielle, peuplée de petits bourgeois à l'honnête aisance, Krüger nous précise qu'il « n'y a jamais rencontré un seul véritable nazi ». Cette affirmation est rigoureusement exacte au sens où, à Eichkamp, il n'y eut sans doute jamais de **S.A.** et d'activistes nazis. Dans ce quartier tranquille, on se définissait comme « apolitique ». Avec une ironie mordante, Horst Krüger se rappelle de ces familles, de sa famille elle-même, « *braves familles bourgeoises travailleuses, un peu limitées, un peu bornées, des petits-bourgeois* ». Traumatisés par la guerre et l'époque de l'hyperinflation, les petits bourgeois d'Eichkamp n'aspiraient plus qu'à une chose, qu'on les laisse s'occuper tranquillement de leurs fleurs, de leur potager, de leur gazon... Les bruits du monde extérieur, ces faubourgs ouvriers où nazis et militants communistes se battaient presque quotidiennement leur semblaient d'une incroyable vulgarité. Ils n'aspiraient qu'à un désir d'ordre, un ordre qui garantirait leur sécurité. Sans pour autant qu'ils n'aient jamais partagé ses idées extrémistes, Hitler leur apparaissait dès lors comme un avenir possible pour l'Allemagne.

2

Les totalitarismes : points communs et spécificités

A

Les critères de définition des totalitarismes



Entretien avec l'historien et philosophe polonais Kristof Pomian, « Communisme et nazisme : les tragédies du siècle », *L'Histoire* n° 223, juillet-août 1998.

Pour ma part, je pense que le XX^e siècle, après la Première Guerre mondiale, a vu naître les mouvements de masse, et avec eux, des idéologies et des régimes politiques tout à fait nouveaux par rapport à ce que l'on avait connu dans le passé, ancien ou récent. En clair, le léninisme et le stalinisme, le fascisme et le nazisme. Ce sont ces mouvements de masse, ces idéologies et ces régimes politiques qu'on peut qualifier de totalitaires.

Venons-en maintenant aux critères qui permettent de les distinguer. D'abord le fait que ces systèmes prennent appui sur un mouvement de masse [...]

Deuxième critère : tous les totalitarismes se posent comme des mouvements révolutionnaires. Ils instaurent une rupture avec ce qui a précédé. [...]

Troisième critère : l'effort constant de l'État ou du Parti pour soumettre à son contrôle la totalité de la vie sociale. De la naissance à la tombe, à travers tout un ensemble d'organisations, les masses sont surveillées et guidées. [...]

Quatrième critère : la présence d'un chef charismatique censé incarner ce à quoi aspirent les masses.

Question



D'après l'auteur, quels sont les critères de définitions communs aux trois totalitarismes – fascisme, nazisme et stalinisme ?

Réponse



1^{er} critère : un mouvement de masse.

2^e critère : mouvements révolutionnaires instaurant idée d'une rupture.

3^e critère : contrôle totalité vie sociale par État et/ou Parti unique et tout puissant.

4^e critère : présence d'un chef charismatique, censé incarner ce à quoi inspirent masses.

Ces régimes se pensent eux-mêmes en termes de rupture par rapport à un ordre ancien, définissant une césure nette entre un Avant et un Après.

Pour l'URSS, l'« Avant », c'est la période du tsarisme, présentée comme une période d'archaïsme et d'obscurantisme. Il n'y a pas vraiment eu de période de démocratie, à part la brève expérience suivant la révolution de février 1917.

Pour l'Italie et l'Allemagne, l'avant, c'est la démocratie libérale, rejetée comme un régime politique faible et corrompu.

Document 9 **Le refus de la démocratie**



« Le fascisme nie que le nombre, par le fait d'être le nombre, puisse diriger les sociétés humaines. Il nie que ce nombre puisse gouverner grâce à une consultation périodique. Il affirme l'inégalité ineffaçable, féconde, bienfaisante des hommes qu'il n'est pas possible de niveler grâce à un fait mécanique et extérieur comme le suffrage universel. On peut définir les régimes démocratiques comme ceux qui donnent au peuple, de temps en temps, l'illusion de la souveraineté.

Le fascisme repousse dans la démocratie l'absurde mensonge conventionnel de l'égalité politique, l'habitude de l'irresponsabilité collective, le mythe du bonheur et du progrès infinis. Mais si la démocratie peut être comprise différemment, si elle signifie ne pas refouler le peuple en marge de l'État, le fascisme a pu être défini par celui qui écrit ces lignes comme une « démocratie organisée, centralisée, autoritaire ».

Benito Mussolini, *La doctrine du fascisme*, Milan, 1932.

Questions



- 1 Que veut dire Mussolini lorsqu'il écrit « Le fascisme nie que le nombre, par le fait d'être le nombre, puisse diriger les sociétés humaines » ? À quelle « consultation périodique » fait-il référence ?
- 2 Quelle est sa conception de la démocratie ?

Réponses



- 1 Mussolini et le fascisme rejettent par principe le suffrage universel et les élections qu'il implique. Pour Mussolini, le fait d'être la masse ne donne pas le droit ni la compétence au peuple de diriger. Sans doute peut-on voir dans ces conceptions l'idée, traditionnelle et réactionnaire, que le pouvoir ne peut être confié à une masse confuse composée d'individus ignorants.
- 2 Mussolini rejette viscéralement la démocratie. Un des grands défauts de la démocratie évoqué ici est qu'elle n'est en fait qu'une illusion. Elle prétend donner le pouvoir au peuple en le laissant voter (la première élection au suffrage universel en Italie a eu lieu en 1913) mais en fait, il s'agit, d'après Mussolini d'une caricature de pouvoir. On trouve ici l'idée implicite que ce sont toujours les mêmes classes dirigeantes qui conservent le pouvoir. Sans doute peut-on voir dans cet argument une résurgence des anciens argumentaires socialistes du Mussolini

d'avant 1914. À l'inverse, le fascisme, parce qu'il propose au peuple, à tout le peuple de s'unir dans la construction de l'État fasciste, est la « vraie démocratie ». En 1932, Mussolini est au pouvoir. Il omet dans son texte de préciser que les composantes « déviantes » du peuple, en l'espèce les forces de gauche, avaient au préalable été éliminées.

B Terreur de masse et propagande

Pour Hannah Arendt, la terreur est au cœur même du fonctionnement des régimes totalitaires ; l'historien britannique Ian Kershaw désigne l'État nazi comme un état « terroriste » au sens d'un État qui place la terreur en principe de fonctionnement.

Cette terreur est générée par la violence de masse, utilisée à une échelle plus importante en Allemagne et en URSS qu'en Italie. Dans les deux premiers pays, l'instrument de la terreur est la déportation en camp de concentration. Le camp de Dachau est ouvert dès l'arrivée au pouvoir des Nazis, en mars 1933 et rempli d'opposants arrêtés par les SA et la « police secrète d'État », la Gestapo. Le système concentrationnaire est placé sous l'administration des SS d'Heinrich Himmler.

Document 10 *Le règlement du camp de Dachau*



Art. 11 *Les délinquants suivants, considérés comme agitateurs, seront pendus : quiconque fait de la politique, tient des réunions de provocation, se rassemble avec les autres détenus ; quiconque recueille des renseignements vrais ou faux, sur le camp de concentration, les fait parvenir hors du camp.*

Art 12 *Les délinquants suivants, considérés comme mutins seront abattus sur le champ : quiconque se sera livré à des voies de fait sur la personne d'un garde ou d'un S.S., aura refusé d'obéir ou de travailler en corvée, aura protesté ou tenu des discours sur le lieu de travail.*

En URSS, l'instrument de la répression politique de masse mise en place par Staline est le Goulag, A partir de 1934 et culminant autour de 1937-1938, l'URSS entre en effet dans une ère de terreur marquée par une vague de grands procès, les « grandes purges » qui visent non seulement les opposants au régime mais aussi les compagnons historiques de Lénine. 98 des 139 membres du comité central élu en 1934 sont exécutés. La répression touche les intellectuels, les artistes, l'armée, les hauts fonctionnaires... On évalue à 2 millions le nombre de victime exécutées et sans doute 5 à 8 millions de détenus dans les camps de concentration administrés par le Goulag, où le taux de mortalité atteint 10% par an.

Document 11 *Prisonniers du Goulag travaillant à la construction du canal de la mer Blanche, entre 1931 et 1933*



© Rue des Archives/Tal.

Ce recours à la terreur de masse est complété par l'utilisation de moyens de propagande de masse, visant à obtenir une adhésion massive aux nouveaux régimes.

Les moyens de propagande utilisés sont des affiches mais aussi les moyens de communication modernes que sont la radio ou le cinéma.



© Deutsches Plakat Museum, Essen/Archives Charmet/Bridgeman Giraudon.

Questions



- 1 Comment cette affiche est-elle composée ?
- 2 Quels aspects de la politique agricole du régime stalinien représente-t-elle ? La réalité correspond-elle à cette image ?

Réponses



- 1 Cette affiche est un photomontage composé avec une grande rigueur, aucun élément n'est choisi ou représenté au hasard. Ce visuel a été créé en 1932 pour valoriser le premier plan quinquennal dans l'agriculture. Ce qui frappe en premier lieu c'est l'immense figure de Staline. Il regarde vers l'horizon des lendemains qui chantent. Le peuple des **kolkhoziens** le suit, souriant, montrant sa disponibilité à suivre ses consignes. Au premier plan, un tracteur à chenille est attelé à cinq semoirs. La mécanisation est le symbole du modernisme apporté par le communisme.
- 2 Cette affiche de propagande a été réalisée à l'occasion de la collectivisation des terres. Elle a deux buts essentiels, convaincre les Soviétiques que le communisme est synonyme de progrès, et mettre en avant la figure du dictateur. Le dictateur est immense, parce qu'il sait tout et voit plus loin que l'homme du commun. Il est celui qui emportera les Soviétiques vers un avenir radieux. Le texte dit qu'à la fin du premier plan quinquennal, les bases de la collectivisation devront être totales. La vision de la collectivisation que présente cette affiche est d'une ironie dramatique dans la mesure où ce mouvement se solda par la mort et la déportation de millions de paysans refusant la collectivisation des moyens de la production agricole et l'écroulement de la production agricole.

Les régimes totalitaires utilisent tous la censure : certaines œuvres artistiques sont complètement interdites alors qu'au contraire, certains artistes sont utilisés de manière officielle.

Document 13 *Benito Mussolini par le peintre futuriste Alfredo Ambrosi, 1930*



Pour visualiser ce tableau en couleurs, vous pouvez aller sur votre moteur de recherches et, en mode images, écrire Alfredo Ambrosi. Choisissez plutôt une représentation dans des tonalités roses qui est la plus proche de l'original.

© akg-images.

Questions



- 1 Qu'est-ce que ce tableau représente ?
- 2 La composition du tableau vous paraît-elle originale ?
- 3 Quelles sont les idées que l'artiste cherche à susciter chez le spectateur ?
- 4 En quoi, selon vous, l'art peut-il être un puissant outil de propagande ?

Réponses



- 1 Le tableau peint par l'artiste **futuriste** Alfredo Ambrosi est un portrait stylisé de Benito Mussolini. On voit apparaître le visage du dictateur en surimpression, au-dessus de la ville de Rome où se mêlent bâtiments anciens, on remarque notamment le Colisée en haut à droite, et formes géométriques plus récentes. Le choix de représenter le Colisée s'explique sans doute par la volonté de l'artiste de faire de Mussolini le nouveau colosse du temps présent mais aussi de montrer que le Duce s'inscrit dans une histoire millénaire.
- 2 La composition du tableau est particulièrement originale et tranche avec les portraits habituels. Nous sommes ici dans le cadre d'un art d'avant-garde qui s'affranchit des formes de représentation réaliste. Le visage de Mussolini est réduit à une forme modelée par quelques lignes de force. On perçoit nettement que l'arcature des sourcils devient un casque de guerrier antique. Cette allusion au casque antique devient universel dans l'art occidental puisque les super-héros des « comics » américains sont contemporains de cette peinture. Le menton, volontaire, les sourcils froncés montrent le dynamisme du dictateur. La nuque est devenue tellement raide qu'elle n'a plus rien d'humain, Mussolini est devenu une statue entrée dans l'histoire, à la suite des empereurs qui ont fait de Rome la capitale de l'univers antique. L'espace urbain, au deuxième plan se réduit à quelques monuments et à des formes géométriques. Rome n'est plus le sujet mais l'objet de la volonté mussolinienne.
- 3 L'artiste veut faire naître chez le spectateur l'idée que le fascisme est synonyme de force, de dynamisme, de modernité. Le dictateur prétend ressusciter la grandeur du monde ancien, la « Rome éternelle ». Mussolini a marché sur Rome en 1922, il s'est emparé de la capitale italienne et entend lui imprimer sa marque en la remodelant. Il entend faire de Rome un projet digne de ses ambitions en rasant des quartiers anciens, des bâtiments antiques, des édifices religieux, pour l'aérer et la moderniser.

L'ancien monde est en même temps dominé par la force du titan Mussolini qui mène l'Italie vers un nouvel avenir. Cette renaissance de l'Italie surgira d'un chaos digne de la création du monde dans la Bible éclairé par des traits lumineux dans le fond de nuées menaçantes que la lumière du visage repousse.

- 4 Le fascisme italien partage ce point commun avec le communisme qu'il a su utiliser les avant-gardes artistiques pour célébrer sa puissance – le futurisme en Italie, le **constructivisme** en URSS ou bien encore la poésie de Maïakovski. Le nazisme à l'inverse est en rupture totale avec la modernité artistique de son temps, allant jusqu'à détruire des centaines d'œuvre jugées comme décadente.

En Italie, le compagnonnage entre le courant futuriste et le fascisme est permanent. En adhérant aux formes de la modernité picturale, le fascisme met en exergue sa volonté de rompre avec le passé et sa fascination pour la technique, la vitesse.

Le régime nazi s'emploie à établir un contrôle total sur la culture, tâche qui est confiée au ministère de la propagande. Joseph **Goebbels** interdit et traque les « mauvais livres », notamment dans les bibliothèques. Les livres écrits par des juifs, par des penseurs de gauche, des pacifistes voire des hommes d'Eglise sont brûlés la nuit dans d'immenses feux, sur la place des grandes villes allemandes, c'est ce qu'on appelle les **autodafés**.

Les œuvres d'art modernes, peintures et sculptures, notamment celles de l'expressionnisme ou de l'art abstrait sont chassées des musées, vendues pour des sommes dérisoires ou tout simplement brûlées.

À l'inverse, des affiches, des films, des livres multiplient les images d'Hitler et propagent l'idéologie nationale-socialiste. Des livres d'enfant, des cartes postales répandent les thèmes antisémites. La culture du régime exalte l'homme nouveau qui doit émerger des temps nouveaux. Le nazisme s'emploie à diffuser un véritable culte du corps masculin dont la dimension homosexuelle implicite (alors que dans le même temps le régime nazi faisait la chasse aux homosexuels et les internait dans des camps de concentration) a été clairement mise en exergue par l'historien américain d'origine allemande George Moss. Ce culte du corps s'exprime notamment par la valorisation par le régime du sport, et en particulier de l'athlétisme. Les sculptures d'Arno Brecker, sculpteur officiel du régime, représentent des hommes aux épaules et aux muscles surdimensionnés. Les Jeux Olympiques de Berlin, en 1936, sont un moment privilégié de cette exaltation de la force physique qu'on trouve au cœur de l'idéologie nazie. Ce moment qui constitue un des sommets de l'œuvre de propagande du régime fut immortalisé par le film de la cinéaste Leni Riefens-thal, « Les dieux du stade ».



La volonté de forger un homme nouveau

L'une des spécificités des régimes totalitaires est la mise en place d'un encadrement de la population à tous les âges de la vie, avec une importance particulière accordée à l'encadrement de l'enfance et de la jeunesse.

En Italie, les enfants sont intégrés à des groupes où on les réunit par sexe et par âge. Les plus jeunes garçons (de 5 à 8-9 ans environ) se

trouvent dans les « fils de la louve ». Les adolescents de 8 à 14 ans se trouvent dans les **Balillas** où ils reçoivent un uniforme et commencent à s'entraîner au maniement des armes. Ils sont ensuite avanguardisti (de 14 à 18 ans) avant d'intégrer les Jeunesses fascistes. Les jeunes filles sont également intégrées dans ce type d'organisations.

En Allemagne, la jeunesse est également l'objet de toutes les attentions. Les jeunes garçons sont ainsi intégrés aux **Hitlerjugend** (jeunesses hitlériennes) où ils reçoivent un entraînement sportif et militaire qui les préparent au service militaire et également des cours de **propagande**. On les encourage aussi à dénoncer leurs parents si ceux-ci critiquent le Führer. L'adhésion aux Hitlerjugend devient obligatoire dès 1936 et l'organisation rassemble 8 millions de membres à la veille de la guerre.

Les programmes scolaires sont également repensés en fonction de l'idéologie nazie. Dès le plus jeune âge, les enfants doivent apprendre à aimer le Führer plus que leurs parents et être élevés dans les préceptes du national-socialisme.

Document 14 **Un exemple de dictée dans l'Allemagne nazie**



« Comme Jésus a délivré les hommes du péché et de l'enfer, ainsi Hitler a sauvé le peuple allemand de la ruine. Jésus et Hitler furent persécutés, mais tandis que Jésus fut crucifié, Hitler fut élevé au poste de chancelier. Tandis que les disciples de Jésus le reniaient et l'abandonnaient, les seize camarades d'Hitler s'allièrent pour leur chef. Les apôtres achevèrent l'œuvre de leur maître. Nous souhaitons qu'Hitler puisse achever lui-même son œuvre. Jésus travaillait pour le ciel, Hitler œuvre pour la terre allemande. »

► **Commentaire**

Hitler est ici comparé à Jésus et ses compagnons aux apôtres. Le parallèle peut paraître surprenant dans la mesure où Hitler était lui-même athée et les principes du nazisme, fondamentalement contraires à l'enseignement chrétien, s'inspiraient en partie d'un néo-paganisme de pacotille. Néanmoins, les Allemands de cette époque sont encore massivement croyants et pétris de culture chrétienne. La référence religieuse est ici utilisée pour inculquer le principe d'une obéissance et d'un dévouement absolu à l'égard du Führer.

L'encadrement de la jeunesse sert de fondement à la création d'un homme nouveau, toujours dans l'idée d'une rupture avec le passé : il s'agit de créer une nouvelle société, de nouvelles normes, de nouvelles valeurs. Les normes valorisées par l'Italie fasciste, puis par l'Allemagne nazie sont la virilité, la force et la violence. En URSS, on valorise l'ardeur au travail et l'enthousiasme pour l'œuvre révolutionnaire.

Cet homme nouveau est enserré dans un fonctionnement collectif, rejetant l'individualisme. Aussi les partis au pouvoir sont-ils aussi des partis de masse, l'adhésion à ces partis conditionnant les carrières dans l'administration par exemple.

D

Quelles spécificités des régimes totalitaires ?

■ L'URSS de Staline : la transformation de l'économie et de la société

▶ La transformation de la société : vers une société sans classe

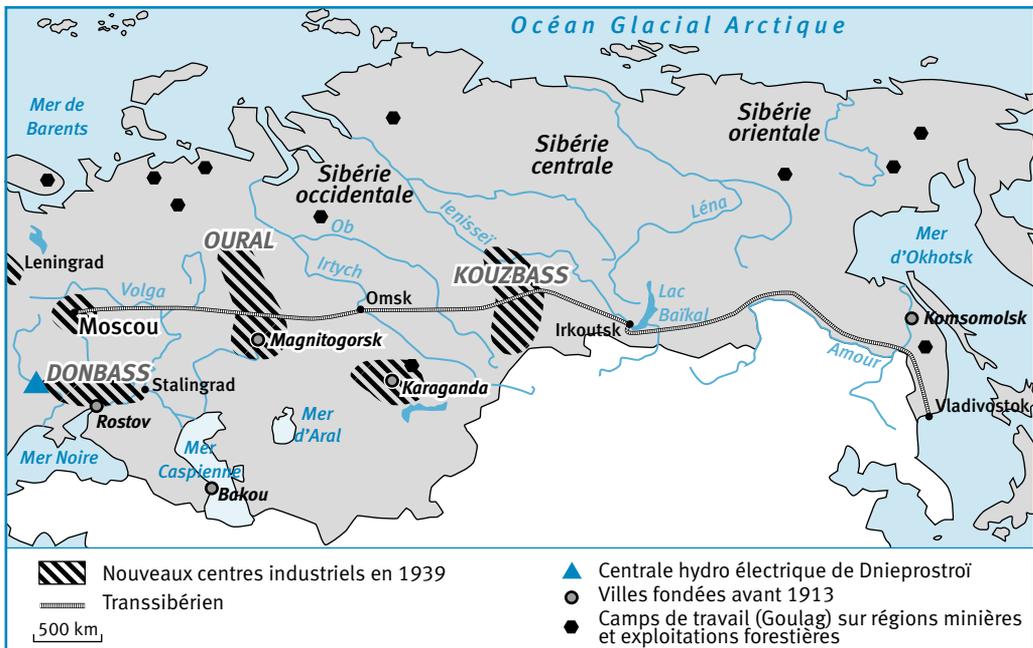
Pour aboutir à cette société idéale, dans laquelle régnerait une égalité parfaite, il faut supprimer le fondement des inégalités sociales : la propriété privée. Cette lecture sociale se traduit par la persécution et la déportation de nombreux « koulaks », paysans propriétaires présentés comme des exploitateurs par la propagande officielle.

▶ La transformation de l'économie : collectivisation et industrialisation

L'URSS se couvre de combinats (pôles de développement industriels dans lesquels on trouve presque exclusivement des industries lourdes) c'est surtout l'industrie lourde qui est favorisée.

Des complexes industriels géants se mettent en place dans l'Oural, en Sibérie, dans le Kazakhstan.

Document 15 La géographie industrielle de l'URSS (1927-1940)



■ L'Italie fasciste : l'exaltation nationaliste

À plusieurs titres, le projet fasciste apparaît comme relativement inachevé et moins systématique que les totalitarismes staliniens et nazis.

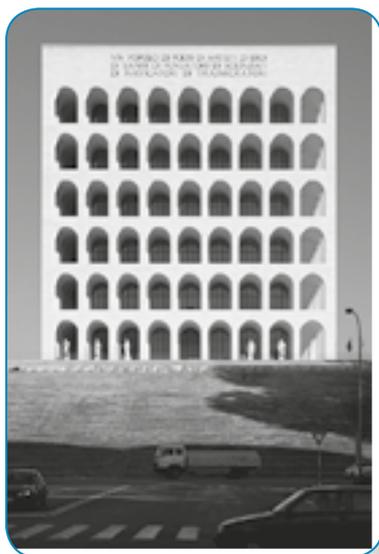
Son projet repose sur l'exaltation de la nation italienne au sein d'un projet politique qui se veut éminemment modernisateur.

Menant une politique d'**autarcie**, Mussolini veut permettre à l'Italie de se suffire à elle-même en matière économique. L'État lance de grands travaux : autoroutes, barrages. L'Italie va rompre avec une culture de l'inefficacité et pour les contemporains, Mussolini est l'homme qui fait arriver les trains italiens à l'heure...

La **bataille du blé**, lancée par Mussolini dès 1925, a pour ambition d'augmenter la production italienne de céréales afin que le pays soit capable de se suffire à lui-même. De grands projets d'assèchement des zones marécageuses sont lancés afin de gagner de nouvelles terres agricoles et de faire reculer la malaria qui tue encore des milliers d'Italiens chaque année. La propagande du régime met ainsi en scène **l'assèchement des Marais pontins**, réalisé entre 1928 et 1932.

L'État mène aussi une politique nataliste. Il multiplie les mesures incitatives pour pousser les Italiens à faire des enfants. Il interdit par ailleurs l'immigration. Les migrations intérieures, notamment du sud de l'Italie, rural et sous-industrialisé, vers le nord et en particulier vers le Piémont (région de Turin) et la Lombardie (région de Milan) prennent alors de l'importance. Dans le même temps, la population active agricole décroît au profit de l'industrie et la scolarisation des petits Italiens croît notablement au cours de la période.

Document 16 *Un exemple d'architecture fasciste : le palais de la civilisation à Rome*



© Clément Guillaume /
Bridgeman Giraudon.

Rome aurait dû abriter l'exposition universelle de 1942, mais la Seconde Guerre mondiale a annulé l'événement qui devait montrer au monde l'empreinte de Mussolini sur la ville nouvelle. Il reste de l'époque fasciste des constructions de bâtiments prestigieux comme le palais de la civilisation italienne à Rome. Ce type d'architecture relève d'une modernité qui s'oppose aux constructions de l'époque en Europe et présente des lignes sobres tout en assurant la fonctionnalité des lieux à ses occupants.

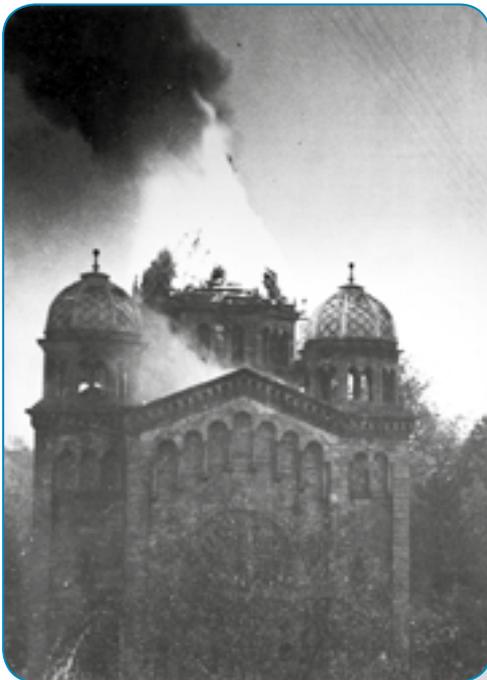
■ Le nazisme, un totalitarisme raciste et antisémite

La doctrine nazie a été élaborée par Hitler dans les années 1920 et mise par écrit dans, son ouvrage rédigé en prison, *Mein Kampf*. Il y développe les principes essentiels du nazisme. **À tous les niveaux, l'idéologie nazie repose sur un antisémitisme qui désigne les juifs comme les responsables de tous les maux de la société allemande.** Cet antisémitisme obsessionnel constitue la principale caractéristique du nazisme et un trait original par rapport aux autres **totalitarismes**.

Aussi les nazis mettent-ils en place un véritable antisémitisme d'État. Les premières victimes du régime sont les juifs. En pourchassant les juifs, Hitler et ses complices prétendent préserver la pureté de la **race aryenne**.

Les juifs sont rapidement exclus de la société allemande par le biais des **lois de Nuremberg (1935)**. Elles interdisent notamment le mariage entre juif et non-juifs. Elles sont rapidement complétées par divers textes dont

Document 17 : Incendie d'une synagogue lors de la nuit de cristal (9-10 novembre 1938)



© Ullstein Bild/Roger-Viollet.

les ordonnances antisémites du 12 novembre 1938. Les juifs sont exclus des professions libérales (avocats, notaires, médecins), des professions de l'enseignement, de l'armée, de la magistrature, du journalisme... Les commerces, les entreprises tenues par des juifs sont aryanisés, c'est-à-dire confisqués par l'État nazi qui les revend à son profit ou les confie à des fidèles du régime.

Pour les reconnaître, on leur impose bientôt le port de l'étoile jaune. Les juifs sont également victimes des violences des **S.A.** et des **S.S.** **La nuit de cristal, le 9-10 novembre 1938** est un gigantesque **pogrom** qui voit les bandes nazies s'attaquer aux quartiers juifs des villes d'Allemagne et d'Autriche. Des milliers d'appartements, de boutiques, des synagogues sont brûlés. Environ 100 juifs meurent au cours de cette nuit d'horreur, 25 000 sont déportés vers les camps de concentration de Dachau, de Buchenwald et Sachsenhausen...



Les démocraties libérales, impuissantes face aux totalitarismes ?

Les totalitarismes ont pour point commun, nous l'avons vu, le rejet de la démocratie libérale, de ses principes et de ses fondements. Ce rejet se traduit aussi dans leur politique extérieure.

1. Des totalitarismes agressifs : l'Italie et l'Allemagne

■ L'Italie, une politique nationaliste et agressive

Fasciné par la guerre et adepte du passé, Mussolini veut redonner son prestige à l'Italie. Pour cela, il revendique à la France des territoires dont il juge légitime le retour à l'Italie comme la Corse, Nice et la Savoie. Dans le même temps, voulant agrandir son empire colonial, l'Italie se lance dans la conquête de l'Éthiopie en 1935-1936. Cette conquête va se faire au prix de multiples crimes de guerre avec l'usage d'armes chimiques, la liquidation de populations civiles. Face à l'agression italienne, la **S.D.N.**, poussée par la France et la Grande-Bretagne, se contente de prendre des sanctions économiques contre l'Italie. Celles-ci ont pour effet majeur d'amener Mussolini à se rapprocher d'Hitler.

En 1936, il signe le **pacte antikomintern** créant ainsi l'axe Rome-Berlin. L'intervention des « volontaires italiens » dans la guerre d'Espagne aux côtés des franquistes et de la « légion Condor » (voir la séquence 6 « La guerre au XX^e siècle ») marque le basculement définitif de l'Italie fasciste dans le camp hitlérien.

Cette alliance, critiquée par de nombreux Italiens et même de nombreux fascistes dont Dino Grandi favorable à une alliance anglaise, est d'autant plus surprenante que Mussolini se méfia d'abord d'Hitler. Dans l'espoir d'empêcher l'**Anschluss**, il s'était d'abord proclamé protecteur de l'Autriche. Ce revirement en faveur de l'Allemagne nazie ne fit cependant jamais l'unanimité dans la population italienne en dépit de la popularité réelle du régime dans les années 1935-1936.

En 1938, les armées fascistes occupent l'Albanie et en 1939, Mussolini signe un pacte d'amitié et d'alliance avec l'Allemagne (**le pacte d'acier**). Pourtant, en 1939, Mussolini hésite encore à se lancer dans un conflit généralisé avec les démocraties. C'est certain de la défaite française que Mussolini se lance dans la guerre en attaquant les fortifications françaises des Alpes en juin 1940.

■ L'Allemagne : la préparation d'une nouvelle guerre

Là encore, le programme de Hitler se trouve dans *Mein Kampf* et comporte plusieurs étapes. Il s'agit dans un premier temps de se libérer de

ce que les traités de l'après Première Guerre Mondiale ont imposé à l'Allemagne : limitation de la taille de l'armée, de l'armement et démilitarisation de la Rhénanie. Puis, dans un second temps, il s'agit de réunir au Reich les populations germanophones considérées comme Allemandes. Enfin, la conquête de « l'espace vital » est la troisième étape, au détriment de la Russie et des pays slaves et au profit de la « race des seigneurs » que sont les Aryens.

L'humiliation de la défaite de 1918 et du « Diktat » est utilisée par Hitler pour préparer les esprits et l'économie allemande à une nouvelle guerre. Il mène une politique expansionniste, face à des démocraties libérales – France et Royaume-Uni – dont les populations semblent tétanisées par la peur d'un nouveau conflit. L'Allemagne quitte la SDN et la conférence du Désarmement en 1933. Elle commence à réarmer clandestinement à partir de 1934. En 1935, le service militaire obligatoire est rétabli en Allemagne.

Après cette étape, Hitler s'attache à réaliser ses objectifs suivants :

- rattachement de la Sarre au Reich, approuvé par la population à 90 % en 1935;
- occupation de la zone démilitarisée de Rhénanie en 1936, en violation flagrante du traité de Versailles ;

En l'absence de réaction de la France, Hitler mène alors une véritable marche à la guerre qui voit les démocraties libérales s'incliner devant le fait accompli :

- Occupation de l'Autriche en mars 1938 : c'est l'Anschluss, là aussi ratifié par plébiscite.
- L'étape suivante est l'annexion des Sudètes puis de la Tchécoslovaquie toute entière : en dépit de l'opposition de la Grande-Bretagne et de la France, la crise est dénouée au cours de la conférence organisée à Munich le 30 septembre et qui réunit Daladier, Chamberlain, Hitler et Mussolini. La conférence débouche sur une reculade des démocraties, qui acceptent de laisser les Sudètes, province de Tchécoslovaquie peuplée d'une importante minorité allemande, aux nazis. Mais c'est la Tchécoslovaquie toute entière qui va être sacrifiée : les troupes allemandes envahissent la Bohême en mars 1939, la Slovaquie proclame son indépendance et devient un État ami de l'Allemagne.

La guerre est de plus en plus inévitable : il faut attendre les menaces d'Hitler sur la Pologne à l'été 1939 pour que les démocraties acceptent la possibilité d'un conflit armé contre l'Allemagne.

2. Une collusion des totalitarismes ?

- Mussolini se méfie d'abord de l'expansionnisme nazi et négocie des accords avec la France et la Grande-Bretagne. Sa propre politique expansionniste le rapproche d'Hitler, la conquête de l'Éthiopie en 1935-1936 étant condamnée par la France et la Grande-Bretagne.

- Ce rapprochement se concrétise au moment de la Guerre d'Espagne, à partir de 1936 : les troupes de Franco reçoivent le soutien militaire de Mussolini et d'Hitler. Le 26 avril 1937, la ville de Guernica bombardée par la légion allemande « Condor » est entièrement détruite.

Document 18 *Guernica*, de Pablo Picasso 1937



© akg-images. © Succession Picasso 2011.

- L'axe Rome-Berlin devient une alliance militaire offensive et défensive à partir de mai 1939.
- La politique extérieure de Staline.

On peut distinguer deux phases différentes :

- À partir de 1934, Staline, cherche à rompre l'isolement de l'URSS sur la scène internationale : son pays entre à la SDN en 1934. Cette politique est la « politique de la main tendue » : la lutte contre le nazisme prend le pas sur les autres aspects.

Cette politique permet la constitution de « Fronts populaires » où s'allient communistes et socialistes en Espagne et en France.

- À la veille de la guerre, l'Allemagne nazie se rapproche de l'URSS. Staline accepte de signer avec l'Allemagne un pacte de non-agression le 23 août permettant à l'Allemagne de ne pas à avoir à combattre sur deux fronts.

En contrepartie, l'accord prévoit le partage de la Pologne entre les deux signataires après l'invasion de ce pays par l'Allemagne nazie.



© Rue des Archives The Granger Collection NYC.

3

La fin des totalitarismes

L'étude de la fin des totalitarismes se centre sur deux cas de figure très différents :

- ▶ L'effondrement des régimes nazi et fasciste a été brutal et lié à la défaite militaire de 1945: c'est le cas d'un totalitarisme complètement discrédité par la défaite militaire. Quelle est la réalité de l'éradication des crimes nazis par les puissances d'occupation de l'Allemagne ?
- ▶ Au contraire, le régime stalinien sort de la Seconde Guerre mondiale auréolé du prestige de la victoire contre le nazisme. Dès lors, le processus de sortie du totalitarisme se révèle beaucoup plus progressif. On peut en dessiner deux étapes majeures. Dans un premier temps, la mort de Staline en 1953 initie la phase de déstalinisation. Mais il faut attendre le processus de réformes, initiées par M. Gorbatchev dans la seconde moitié des années 1980, pour déboucher sur la disparition de l'URSS et l'effondrement du modèle soviétique en 1991.

A

La dénazification de l'Allemagne

1. La dénazification, objectif fixé par les vainqueurs de la Seconde Guerre mondiale

Le 8 mai 1945, le III^e Reich capitule sans conditions ; c'est aussi l'effondrement du Reich en tant qu'État. L'Allemagne est occupée militairement et divisée en quatre zones d'occupation – une zone soviétique, une zone américaine, une zone britannique, une zone française. Les frontières de l'Allemagne sont aussi profondément modifiées : elle perd tous les territoires annexés par les Nazis. L'ancienne Prusse orientale et les territoires à l'est de la ligne Oder-Neisse sont annexés par l'URSS et la Pologne, ce qui provoque d'importants mouvements de population.

D'autre part, les Alliés – URSS, États-Unis et Grande-Bretagne – réunis à la Conférence de Potsdam, dans la banlieue de Berlin, entre le 17 juillet et le 2 août 1945 fixent le sort de l'Allemagne vaincue. Les principes définis lors de cette conférence sont les suivants : démilitarisation, « décartellisation », démocratisation et **dénazification**.



Extraits du Communiqué final de la conférence de Potsdam

« Principes politiques et économiques du traitement dont l'Allemagne sera l'objet dans la période initiale de contrôle.

1. Conformément à l'accord sur le système de contrôle en Allemagne, l'autorité suprême en Allemagne est exercée, d'après les instructions de leurs gouvernements respectifs, par les Commandants en chef des forces armées des États-Unis, du Royaume-Uni, de l'Union des républiques socialistes soviétiques et de la République française, agissant chacun dans sa propre zone d'occupation ou conjointement, en toute matière affectant l'Allemagne dans son ensemble, en leur qualité de membres du Conseil de contrôle.

(...)

3. Les buts de l'occupation de l'Allemagne, que le Conseil de contrôle ne devra pas perdre de vue sont :

I. Le complet désarmement et la complète démilitarisation de l'Allemagne, et l'élimination ou le contrôle de toutes les industries allemandes qui pourraient servir à la production de guerre.

(...)

II. La conviction à inculquer au peuple allemand qu'il a subi une défaite militaire totale et ne peut échapper à la responsabilité des malheurs qu'il s'est attirés, étant donné que ses méthodes de guerre implacable et que la résistance fanatique des nazis ont détruit l'économie allemande et rendu inévitable le chaos et la souffrance.

III. La suppression du parti national-socialiste et des organisations qui lui sont affiliées ou qui sont sous son contrôle, la dissolution de toutes les institutions nazies, l'assurance qu'elles ne revivent sous aucune forme et l'opposition à toute activité ou propagande nazie

IV. La préparation de la reconstruction éventuelle de la vie politique allemande sur une base démocratique et de la coopération éventuelle de l'Allemagne à la vie internationale.

Les vainqueurs poursuivent donc comme objectif d'arrêter et de juger les criminels nazis.

2. Juger et punir : le procès de Nuremberg

Un acte important de ce processus de dénazification est le procès des principaux chefs nazis devant un tribunal militaire international, qui se tient à Nuremberg du 20 novembre 1945 au 1er octobre 1946. Le choix du lieu est symbolique : en effet, Nuremberg, est la ville où se tenaient les grands rassemblements organisés par le parti national-socialiste et le lieu de la proclamation des lois de Nuremberg, en 1935, c'est-à-dire les lois antisémites par lesquelles les Juifs allemands avaient perdu la nationalité allemande, et ne pouvaient exercer dans de nombreux domaines professionnels comme la banque, l'édition ou la médecine.

Le tribunal militaire international est constitué ad hoc et formé de juges représentant les quatre pays vainqueurs : États-Unis, Royaume-Uni, France et URSS. Devant le tribunal comparaissent une vingtaine de dirigeants nazis. L'ambition du procès est de juger les plus hauts dirigeants de l'État nazi encore en vie – Hitler mais aussi Goebbels et Himmler s'étant suicidés. Les dignitaires jugés le sont pour « crimes contre la paix », « crimes de guerre » et, au titre d'une catégorie juridique nouvelle dans le droit international « crime contre l'humanité ». Le statut du tribunal et la définition des crimes est fixé par l'Accord de Londres, élaboré sous la houlette du juge américain Robert H. Jackson, nommé procureur général par Harry Truman, avec la collaboration de juristes des quatre puissances victorieuses.

Document 19 *Extraits du statut du Tribunal militaire international de Nuremberg fixé par la Conférence de Londres, adopté le 8 août 1945*

Article 2 : Le Tribunal sera composé de quatre juges, assistés chacun d'un suppléant. Chacune des puissances signataires désignera un juge et un juge suppléant. (...)

Article 6 : Le tribunal établi par l'Accord mentionné à l'article 1er ci-dessus pour le jugement et le châtement des grands criminels de guerre des pays européens de l'Axe sera compétent pour juger et punir toutes personnes qui, agissant pour le compte des pays européens de l'Axe, auront commis, individuellement ou à titre de membres d'organisation, l'un quelconque des crimes suivants. (...)

- (a) « Les crimes contre la paix » : c'est-à-dire la direction, la préparation, le déclenchement ou la poursuite d'une guerre d'agression, ou d'une guerre en violation des traités, assurances ou accords internationaux, ou la participation à un plan concerté ou à un complot pour l'accomplissement de l'un quelconque des actes qui précèdent.
- (b) « Les crimes de guerre » : c'est-à-dire les violations des lois et coutumes de la guerre. Ces violations comprennent, sans y être limitées, l'assassinat, les mauvais traitements et la déportation pour des travaux forcés ou pour tout autre but, des populations civiles dans les territoires occupés, l'assassinat ou les mauvais traitements des prisonniers de guerre ou des personnes en mer, l'exécution des otages, le pillage des biens publics ou privés, la destruction sans motif des villes et des villages ou la dévastation que ne justifient pas les exigences militaires.
- (c) « Les crimes contre l'humanité » : c'est-à-dire l'assassinat, l'extermination, la réduction en esclavage, la déportation, et tout autre acte inhumain commis contre toutes populations civiles, avant ou pendant la guerre, ou bien les persécutions pour des motifs politiques, raciaux ou religieux, lorsque ces actes ou persécutions (...) ont été commis à la suite de tout crime rentrant dans la compétence du Tribunal, ou en liaison avec ce crime.

(...)

Article 7 : La situation officielle des accusés, soit comme chefs d'États, soit comme hauts fonctionnaires, ne sera considérée ni comme une excuse absolutoire ni comme un motif de diminution de la peine.

Article 8 : Le fait que l'accusé a agi conformément aux instructions de son Gouvernement ou d'un supérieur hiérarchique ne le dégagera pas de sa responsabilité, mais pourra être considéré comme un motif de diminution de peine, si le Tribunal décide que la justice l'exige.

Pendant quatre mois, de novembre 1945 à février 1946 se tiennent les séances du procès : lectures, témoignages, documents se succèdent. Le 29 novembre 1945, la projection d'un film d'une heure composé d'images filmées par les autorités militaires alliées lors de l'ouverture des camps d'extermination eut un impact considérable sur l'opinion publique internationale.

Document 20 *Les dignitaires nazis accusés dans leur box au procès de Nuremberg*



© akg-images

Finalement, le verdict est rendu le 1^{er} octobre 1946 : les juges prononcent douze condamnations à mort (dont celle de Hermann Göring, qui se suicide en prison), trois à la prison à vie ; quatre à des peines de dix à vingt ans d'emprisonnement ; trois acquittements.

Commentaire d'un document historique



Extrait de l'éditorial du quotidien français *Le Figaro*, « Le Jugement », 2 octobre 1946, le lendemain de l'énoncé du verdict du procès de Nuremberg.

« Au moment où le lecteur aura ces lignes sous les yeux, le monde connaîtra le verdict de Nuremberg.[...]

Ce qui importe ici n'est pas tant le contenu même du verdict, le fait qu'un accusé de plus ou de moins sauve sa tête de la corde. [...] Ce qui importe c'est le jugement lui-même. C'est le fait que les chefs civils et militaires d'un grand État, responsables non seulement d'une guerre qui a ravagé le monde[...], mais encore du luxe incroyable d'atrocités dont cette guerre a été inutilement accompagnée, ont comparu pour la première fois devant le tribunal des nations assaillies et victimes, qui, au terme d'une lutte épuisante et d'affreuses vicissitudes, ont réussi à les terrasser.

Nous croyons qu'il faut se défendre de deux attitudes d'esprit[...]. La première est de penser que le procès de Nuremberg était injuste et arbitraire ; la seconde est de penser que ce procès était inutile, et qu'il convenait de livrer au bourreau les coupables, aussitôt pris, de les abattre comme des bêtes sauvages [...]

La première est sans doute celle des accusés eux-mêmes [...]. Il est facile de soutenir que si les nations qui ont combattu l'Allemagne ont pu envoyer à Nuremberg leurs juges et leurs accusateurs, c'est seulement parce qu'en fin de compte elles ont été victorieuses, et non parce que leur cause était plus juste. [...] Il n'y a rien à répondre à ceux qui soutiennent des arguments semblables, sinon qu'il leur manque cette appréciation de la dimension morale des actes humains, faute de laquelle tout dialogue avec eux devient impossible. [...]

Mais, chez d'autres, qu'ont indigné les lenteurs d'un procès de près d'une année, le temps passé à se réunir et à peser les chefs d'accusation contre des criminels dont la culpabilité paraissait évidente, la liberté de parole donnée aux accusés et à leurs défenseurs, il règne un état d'esprit qui n'est pas si différent de celui de leurs plus monstrueux adversaires. Si les Alliés vainqueurs avaient supprimé leurs ennemis sans autre forme de procès, ils se seraient mis sur le plan de ces ennemis eux-mêmes. Ils auraient montré qu'ils tenaient les principes et les garanties de la justice dans le même mépris que les inventeurs des camps d'extermination. »

Question



À l'aide du document et de vos connaissances, présentez le procès de Nuremberg et ses objectifs. Quels questionnements soulevés par le châtimement des crimes nazis peuvent être soulevés ?

Réponse



– On attend de vous que vous exposiez des connaissances factuelles sur le procès de Nuremberg : dates, lieu, acteurs principaux. Donc reprenez le début du paragraphe « juger et punir ». N'oubliez pas d'insister sur le fait que l'organisation de ce procès constitue un tournant majeur en droit international, voyant la création d'un nouveau chef d'accusa-

tion, pour des crimes qui sont considérés comme imprescriptibles – pour lesquels il n’y a aucune date de prescription - : les crimes contre l’humanité.

- Une fois cette présentation factuelle effectuée, vous devez être en mesure d’analyser les enjeux et la portée de ce procès d’un genre inédit. Le premier questionnement soulevé par l’éditorial du Figaro, écrit le lendemain même de l’énoncé du verdict du procès de Nuremberg, est que le procès est celui fait par les vainqueurs aux vaincus : « si les nations qui ont combattu l’Allemagne ont pu envoyer à Nuremberg leurs juges et leurs accusateurs, c’est seulement parce qu’en fin de compte elles ont été victorieuses ». Cette assertion n’est guère contestable : le tribunal de Nuremberg est un tribunal d’exception, juges et procureurs sont des magistrats envoyés par les puissances victorieuses. De plus, certains non-dits entourent le procès : ainsi les crimes de guerre commis par les Soviétiques, comme le massacre de milliers d’officiers polonais à Katyn au moment de l’invasion de la Pologne, sont soigneusement tus.
- Mais le procès de Nuremberg est aussi remarquable en ce qu’il oppose la justice et ses règles à l’inhumanité des crimes commis : « un procès de plus d’une année, le temps passé à se réunir et à peser les chefs d’accusation contre des criminels dont la culpabilité paraissait évidente ». C’est donc la possibilité de restaurer l’État de droit. Le procès de Nuremberg s’imposait face au traumatisme provoqué par la gravité sans précédent des crimes nazis, interdisant qu’on laisse ces crimes impunis. Ce procès a aussi permis de réaffirmer des principes universels autour de la dignité humaine.

3. Réalités et limites de la dénazification

- ▶ La dénazification de l’Allemagne ne se limite pas au spectaculaire procès de Nuremberg. D’autres procès sont organisés pour juger des nazis de rang inférieur, donnant lieu à 5000 condamnations, dont 800 à mort (486 exécutées). Pour les Alliés occidentaux, il s’agit en effet de tourner durablement la page du nazisme et de permettre la refondation d’une réelle démocratie allemande. Dès lors, il s’agit d’effectuer une sorte de purge sociale avec la distribution de questionnaires permettant de classer tous les individus de plus de 18 ans en fonction de leur attitude face au nazisme. Des actions de pédagogie collective, comme la visite des camps de concentration imposée aux populations visant à proximité du camp sont aussi organisées.
- ▶ Pourtant, cette dénazification connaît aussi des limites : certains criminels, comme Josef Mengele, médecin en chef du camp d’Auschwitz où il s’est livré à des expérimentations sur les détenus, échappa toute sa vie aux recherches et ne fut jamais jugé. Les moyens consacrés à la recherche des criminels nazis furent insuffisants et nombreux sont ceux qui avaient pu s’enfuir et se faire oublier.

- ▶ Enfin, les débuts de la Guerre froide change l'ordre des priorités : les mesures de dénazification sont suspendues après 1947.

Par conséquent, la dénazification a été limitée : en 1951 en Bavière, 94% des juges et des procureurs sont d'anciens nazis.

- ▶ Dans la zone soviétique, l'impact de la dénazification est également limité : la répression est ciblée sur les hommes d'affaires, les industriels, les grands propriétaires terriens en tant qu'« ennemis de classe ». L'Allemagne de l'ouest capitaliste est présentée comme fasciste. Le souci des soviétiques a en fait été davantage d'asseoir le pouvoir communiste que de procéder à une dénazification réelle de la société.

B

La fin progressive du totalitarisme en URSS

1. La déstalinisation et ses limites

a. La succession de Staline

À la mort de Staline, les successeurs se disputent l'héritage dont notamment Béria, surtout Nikita Khrouchtchev. Khrouchtchev qui devient premier secrétaire général du PCUS, fait arrêter puis exécuter Béria à la fin de l'année 1953. On peut voir dans cette exécution le début de la déstalinisation.

b. Le XX^e congrès du PCUS (février 1956)

C'est à l'occasion du XX^e Congrès du parti communiste qui se tient à Moscou du 14 au 25 février 1956 que Khrouchtchev lit un rapport secret devant les délégués des partis communistes du monde entier. Devant un auditoire médusé, il dénonce les crimes de Staline, il l'accuse en particulier d'avoir organisé un culte de la personnalité autour de sa personne et d'avoir écrasé le Parti sous sa tyrannie.

Document 21

Extrait du rapport secret de Khrouchtchev au XX^e congrès du P.C.U.S. (Parti communiste de l'Union soviétique) (février 1956)



« Camarades ! Dans le rapport du Comité central du parti au XX^e Congrès, dans un certain nombre de discours prononcés par des délégués, au congrès et aussi au cours des sessions du Comité central (c'est-à-dire l'organe de décision) du P.C.U.S., on a beaucoup parlé du culte de la personnalité et de ses conséquences néfastes.

Après la mort de Staline, le Comité central du parti a commencé à mettre en œuvre une politique d'explications concises et conséquentes du

caractère intolérable et étranger à l'esprit du marxisme-léninisme de la glorification d'un individu, de son élévation au rang de surhomme doté de qualités surnaturelles comparables à celles d'un dieu. Un tel homme est censé tout savoir, tout voir, tout pouvoir, penser pour tous et agir au mieux en toutes circonstances.

Une telle foi en un homme, et plus précisément une telle foi en Staline, a été cultivée chez nous pendant de longues années. (...)

Tout le monde ne saisit pas encore complètement les conséquences pratiques qui ont résulté du culte de l'individu, le grave préjudice causé par la violation du principe de la direction collective du Parti. (...)

La manière par laquelle d'anciens membres du NKVD fabriquèrent divers « centres antisoviétiques » fictifs à l'aide de manières provocatrices apparaît dans les confessions du camarade Rosenblum, membre du parti depuis 1906, qui a été arrêté en 1937 par le NKVD de Leningrad. (...). Lorsque Rosenblum fut arrêté en 1937, il fut soumis à de terribles tortures au cours desquelles on lui donna l'ordre de faire de fausses dépositions à son propre sujet et sur d'autres personnes. Puis, il fut conduit dans le bureau de Zakovski qui lui offrait la liberté à condition qu'il passât devant le tribunal de faux aveux de « sabotage », espionnage et diversion dans un centre de terroriste de Leningrad, aveux qui avaient été fabriqués par le NKVD en 1937 (Mouvements dans la salle). (...)

Plusieurs milliers d'honnêtes et innocents communistes sont morts par la suite des monstrueux truquages de ces « procès » parce qu'on acceptait toutes sortes de confessions calomnieuses »...

Questions



- 1 Quelle est la nature du document ? Pourquoi est-il secret ?
- 2 Quel est, selon Khrouchtchev, le plus grand reproche qu'on peut faire à Staline ? Pourquoi ?
- 3 Quels sont les crimes que Khrouchtchev impute à Staline ? À quel événement précis fait-il référence ?
- 4 Quelle est, selon vous, la raison pour laquelle les déclarations de Khrouchtchev provoquent des mouvements dans la salle ?

Réponses



- 1 Le texte qui nous est ici présenté est le texte du discours que Khrouchtchev prononça à l'occasion du XX^e congrès du P.C.U.S. Il s'agit d'un rapport secret, prononcé à huis clos, sans la présence de journalistes, devant les délégués des partis communistes du monde entier. Le secret s'imposait dans la mesure où, pour Khrouchtchev, il ne fallait pas que la reconnaissance interne des crimes du stalinisme puisse servir à la presse du monde capitaliste pour dénoncer le régime communiste en URSS.

- 2 Khrouchtchev dénonce en particulier le culte de la personnalité dont Staline s'est entouré. Il n'hésite pas à déclarer que Staline se faisait représenter comme un surhomme et même comme un dieu. Ce culte de la personnalité est doublement condamnable. Condamnable, parce qu'il est contraire à l'idéologie sur laquelle l'URSS est censée se fonder, c'est-à-dire le marxisme-léninisme. De fait, Marx n'évoque jamais l'idée d'un culte de la personnalité, et Lénine lui-même, ne fit jamais l'objet d'une vénération comparable quand il était au pouvoir. Condamnable également parce que c'est du culte de la personnalité que découlent, selon Khrouchtchev, les autres crimes de Staline.
- 3 Khrouchtchev fait directement référence aux procès de Moscou qui, entre 1936 et 1938, ont eu pour conséquence l'élimination par Staline, de milliers de membres du P.C.U.S. Il dénonce les méthodes du NKVD, et donc, même s'il ne le nomme pas de son adversaire Béria, qui n'hésita pas à avoir recours à la torture pour fabriquer de fausses preuves contre des communistes sincères.
- 4 L'URSS s'est bâtie sur l'idée du paradis des prolétaires, vantée par la propagande. Beaucoup de communistes sincères, notamment en Europe occidentale, ont longtemps voulu croire que les rumeurs évoquant, parfois dès les années 1920, les crimes du régime soviétique, n'étaient que des inventions des media « bourgeois ». Or, pour la première fois, même si on prenait la précaution de dévoiler tout cela sous le sceau du secret, les dirigeants de l'URSS eux-mêmes reconnaissaient l'ampleur des crimes staliniens. Cet énoncé des crimes staliniens déstabilisa grandement les délégués présents, et notamment ceux de la délégation française.

La déstalinisation annoncée par Khrouchtchev à l'occasion du XX^e Congrès du PCUS est le pendant d'un autre changement d'orientation, en politique étrangère, la coexistence pacifique (voir la séquence 6 sur « La guerre au XX^e siècle », au chapitre 3).

Les réformes entreprises par Khrouchtchev en politique intérieure, tant dans le domaine économique afin de conférer une plus grande autonomie à la machine industrielle, que dans le domaine culturel, avec une tutelle un peu moins étouffante de la part de l'État, furent finalement bien timides.

L'époque Khrouchtchev est celle des réussites soviétiques dans le domaine scientifiques, principalement la conquête spatiale avec le premier vol spatial habité du cosmonaute Youri Gagarine. Figure populaire se voulant sympathique, Khrouchtchev est le premier dirigeant soviétique à voyager à l'étranger. Mais cette période est vue aussi comme une période de faiblesse aux yeux de la nomenklatura soviétique qui reproche au successeur de Staline sa tiédeur à réprimer les mouvements de révolte en Pologne et en Hongrie. Et, lorsque Khrouchtchev doit reculer devant Kennedy au moment de l'affaire des missiles de Cuba (voir la

séquence 6 sur « La guerre au XX^e siècle », au chapitre 3), il signe son arrêt de mort politique.

En octobre 1964, le Comité central du PCUS démet Khrouchtchev de toutes ses fonctions, le mettant d'office à la retraite. Leonid Brejnev lui succède alors à la tête du PCUS et donc de l'URSS.

2. De l'arrivée au pouvoir de Gorbatchev à la disparition de l'URSS

L'effondrement a fait suite à la volonté de réformer système de l'intérieur, mais cette tentative a été un échec.

a. L'ère Brejnev, la grande stagnation

L'effondrement de l'URSS ne peut pas simplement être lu à court terme : il a des causes profondes et structurelles.

Zastoi : période de stagnation, c'est ainsi que Gorbatchev lui-même qualifiait les années 1975-1985. La décomposition de l'URSS a-t-elle commencé sous Brejnev ?

La période où Brejnev dirige l'Union soviétique est désignée comme une période de glaciation, les équilibres internes, sociaux et économiques et internationale sont maintenus en l'état dans un monde en pleine mutation. C'est pourtant à la fin des années 1970 que l'influence de l'URSS est la plus grande dans le monde. Cette influence repose sur la puissance militaire du second super-grand, sur l'influence du PCUS sur les intellectuels du monde entier, sur la récupération qu'elle fait des mouvements de libération nationale se battant au nom du marxisme-léninisme comme au Vietnam. Mais le système soviétique reste bloqué par une croissance économique beaucoup trop faible pour répondre aux besoins de l'URSS. La décennie 1970, est en fait déjà une décennie de crise. L'économie soviétique est également dans l'incapacité de répondre au désir de la population de voir sa condition s'améliorer. Les Soviétiques vivent cette époque plongés dans une économie de pénurie. Dans les magasins d'État, les Soviétiques se plaignent souvent du manque de produits et de leur mauvaise qualité. Les produits importés sont réservés à la nomenklatura et le marché noir prolifère.

Document 22

Rapport d'Andreï Gromyko sur la situation du commerce dans la ville de Moscou (janvier 1986)



« *Confidentiel au Comité central*

Magasin n° 1 de l'arrondissement de Kountsevo

On note un fort manque de bonnes chaussures d'hiver. Durant les grands froids, on ne pouvait trouver que des sandalettes d'été. Ce magasin

offre un exemple typique du manque chronique de tissus à la mode. Les tons des étoffes proposés sont pâles, sombres et même « repoussants » comme l'a remarqué une acheteuse. Devant nous, les acheteurs critiquèrent ceux qui produisent de tels produits et nous demandèrent s'il n'était pas possible de contraindre le producteur à tenir compte des goûts des clients. Le personnel du magasin attira notre attention sur le manque de régularité des livraisons. (...) Les produits ne partent pas à temps des entrepôts soit à cause de la mauvaise organisation, soit par le manque de transport.

Archives d'État soviétiques, in Nicolas Werth et Gaël Moulicc, *Rapports secrets soviétiques*, 1921-1991. © Éditions GALLIMARD. « Tous les droits d'auteur de ce texte sont réservés. Sauf autorisation, toute utilisation de celui-ci autre que la consultation individuelle et privée est interdite ». www.gallimard.fr

Aussi, quand Gorbachev arrive au pouvoir, il reconnaît que « le pays est à bout de forces [et que] ses mécanismes économiques fonctionnent de plus en plus mal ».

b. Mikhaïl Gorbatchev, de la volonté réformatrice à l'effondrement de l'URSS

Issu d'un groupe de réformateurs qui s'était constitué autour de Iouri Andropov l'ancien directeur du KGB, Mikhaïl Gorbatchev, lui aussi ancien directeur du KGB, accède au pouvoir suprême en 1985. Il est convaincu qu'il faut changer le système économique soviétique en profondeur pour sauver l'URSS. Mais les courageuses réformes qu'il entreprend sont trop tardives et vont en fait précipiter la fin de l'URSS.

Il résume son programme de réformes par deux mots, glasnost (transparence) et perestroïka (restructuration). Dans son esprit, il s'agit de concilier l'idéal communiste de justice sociale aux libertés démocratiques en améliorant l'efficacité économique du système. Il va rapidement se heurter aux apparatchiks du P.C.U.S. qui vont chercher à protéger leurs privilèges. On va les nommer les conservateurs face aux réformistes entraînés par Gorbatchev.

Il décide de mettre fin à la censure, autorise le multipartisme et la liberté de la presse. En février et mars 1990 ont lieu les premières élections législatives libres de l'histoire de l'Union soviétique. Elles portent Boris Eltsine à la présidence de la République de Russie, c'est-à-dire la république la plus importante de la fédération qu'est l'URSS.

Les réformes économiques libéralisent le commerce et visent également à supprimer les entreprises publiques non rentables. Loin de relancer l'économie soviétique, ces mesures aboutissent à la baisse dramatique de la production et du cours du rouble par rapport au dollar. L'inflation explose, le niveau de vie des Soviétiques s'écroule. Une population ayant vécu sous l'assistance de l'État avec des salaires faibles mais des loyers, des principales dépenses contraintes (eau, électricité, chauffage), l'alimentation à des coûts tout aussi faibles découvre l'horreur sociale du

chômage et l'incapacité de l'État à soutenir ses victimes. Le désir des réformateurs d'établir une vérité des coûts de production des biens et des denrées essentiels va contribuer à faire exploser les prix.

Pour y faire face, les salaires vont être réévalués en permanence, mais ne pourront pas empêcher un véritable effondrement du pouvoir d'achat des ménages.

Les années Gorbatchev en dates		
Dates	Politique intérieure	Politique extérieure
1985	11 mars : Mikhaïl Gorbatchev est élu secrétaire général du PCUS.	
1986	26 avril, accident nucléaire de Tchernobyl. Conduit à la mise en place d'une politique de <i>glasnost</i> . Décembre : le dissident Andreï Sakharov est autorisé à rentrer à Moscou.	Sommet Reagan - Gorbatchev à Reykjavik.
1987	Le film <i>Repentir</i> , qui dénonce les crimes staliniens sort sur les écrans. Autorisation des entreprises privées. Publication du livre programme de Gorbatchev, intitulé <i>Perestroïka</i> .	Traité de désarmement de Washington.
1988	Début de la réhabilitation des victimes des crimes de Staline.	L'URSS annonce son retrait d'Afghanistan qui s'achèvera en février 1989.
1989	1eres élections libres depuis 1917 pour désigner le Congrès des députés du peuple. Le parti communiste remporte 88% des voix.	9 novembre : chute du mur de Berlin. Disparition du « rideau de fer » en Europe.
1990	Réforme de la Constitution abrogeant l'article 6 sur « le rôle de guide et de dirigeant du Parti ». Gorbatchev élu président de l'URSS par le Congrès des députés du peuple. Boris Eltsine, élu président du Parlement de Russie, quitte le Parti communiste.	11 mars, la Lituanie proclame son indépendance. Traité de Moscou fixant les frontières de l'Allemagne et autorisant sa réunification. Traité de Paris de limitation des armes conventionnelles. Prix Nobel de la Paix attribué à Gorbatchev.
1991	Boris Eltsine est élu président de la Russie au Suffrage Universel. 19-21 août : tentative de coup d'État contre Gorbatchev par les communistes conservateurs, échoue. 5 septembre : dissolution du PCUS. 8-21 décembre : création de la CEI. 25 décembre : démission de M. Gorbatchev.	Retrait des troupes soviétiques d'Europe de l'Est et dissolution du pacte de Varsovie.

Le soir de Noël 1991, Gorbatchev peut annoncer sa démission dans un message rempli d'espoir : « *Je suis persuadé que tôt ou tard, nos efforts communs porteront leurs fruits et que nos peuples vivront dans une société prospère et démocratique.* »

- ▶ L'effondrement de l'URSS a donc été causé par l'échec du système socio-économique sur lequel s'était fondé cet empire.
- ▶ Selon l'économiste Anders Aslund, dans l'ouvrage collectif *The War that Never Was : the fall of the Soviet Empire, 1985-1991*, Londres, 1996 : Gorbatchev est parvenu à mettre en œuvre « *la dissolution du système rapidement, d'une manière raisonnablement ordonnée et avec un coût humain relativement bas, surtout si l'on songe à l'énormité du rôle qu'il devait affronter. Le seul problème c'est qu'il confondait la construction avec la destruction. Mais s'il n'avait pas cru dans la possibilité de réformer le socialisme, il n'aurait jamais été en mesure de le détruire. C'est là l'aspect paradoxal de cette histoire. Gorbatchev est arrivé à détruire le socialisme uniquement parce qu'il ne voulait absolument pas parvenir à un tel résultat* ».
- ▶ En URSS, la sortie du communisme n'a pas suivi la logique positive qui a succédé à la disparition des totalitarismes en Allemagne et en Italie. Elle n'a pas eu pour conséquence de démocratisation profonde, ni de transformation en profondeur des esprits et des pratiques politiques.

